



European Regional Science Association, Greek section [ERSA-GR]



Association de Science Régionale De Langue Française [ASRDLF]

## "Les défis de développement pour les villes et les régions dans une Europe en mutation"

5-7 juillet 2017, Université Panteion, Athènes, Grèce

# VULNERABILITES INSTITUTIONNELLES ET RESILIENCE TERRITORIALE : LA CONSTRUCTION INCERTAINE D'UNE TRAJECTOIRE ADAPTATIVE EN REPONSE A LA « CRISE DU CHAMBON » EN HAUTE-ROMANCHE

**Frédéric BALLY**, Laboratoire LLSETI, USMB  
**Véronique PEYRACHE-GADEAU**, EDYTEM-USMB-CNRS  
**Marine GABILLET**, LECA-UGA-CNRS  
**Sandra LAVOREL**, LECA-UGA-CNRS  
**Denis LAFORGUE**, LLSETI-USMB

[bally.frederic@gmail.com](mailto:bally.frederic@gmail.com)

### Résumé

Le 10 avril 2015 dans la vallée de Haute-Romanche, la fermeture de la route RD1091 par arrêté préfectoral qui relie notamment les communes de La Grave et de Villar d'Arène à l'Isère, en raison du danger de glissement de terrain sur la montagne, met en place un processus d'isolement, qui joue alors comme facteur déclencheur de vulnérabilités systémiques qui, en quelques mois après la « crise » vont s'autoalimenter. Analysant le processus de vulnérabilisation économique, sociale, sanitaire, énergétique, mais aussi politique de ce territoire, nous mettons en lumière la manière dont différentes catégories d'acteurs font l'expérience des effets induits, en cascade, dans leur quotidien tout en insistant sur le différentiel entre réponses attendues et apportées face à la crise d'un système territorial. Les manières dont différents acteurs, habitants et institutions résistent et tentent de s'adapter sont également travaillées.

**Mots clés** : *vulnérabilité, territoire de montagne, acteurs ordinaires, trajectoires adaptatives, résilience*

### Introduction

La vallée de Haute-Romanche, en région Provence-Alpes Côte d'Azur particulièrement intéressante. Situé à la frontière de la région Rhône-Alpes, ce territoire de montagne est traversé par la route RD1091 qui relie (notamment) les communes de La Grave et de Villar d'Arène à l'Isère. En avril 2015, la route est fermée par arrêté préfectoral, en raison d'une accélération de

l'affaissement de la voute du tunnel qui longe le barrage du Chambon sous la montagne de la Berche.

Ce territoire de confins, par les découpages administratifs, est identifié à une position très périphérique relativement aux villes de Grenoble vers l'ouest et de Briançon vers l'est, et est aussi présenté comme un territoire d'entre-deux par la proximité de la frontière italienne. Mais dès lors que le passage est coupé, cette vallée de transit va être vécue comme un espace de relégation. L'isolement joue alors comme facteur déclencheur de vulnérabilités systémiques qui, en quelques mois après la « crise » vont s'auto alimenter.

Partir du terrain de cet espace de marge pour proposer une analyse des trajectoires adaptatives et d'une critique des résiliences territoriales nous semblait en bonne coordination avec cette session du congrès.

Cette recherche émane d'une demande à la base des habitants, désireux d'avoir un point de vue extérieur sur la situation, et de se mobiliser pour entrer en résilience face à la crise. Nous avons rassemblé une équipe de chercheurs pluridisciplinaires (science de la vie, économie et géographie, sociologie) pour avoir une vision globale et précise du territoire et de ce qui se joue depuis cette crise.

Dans un premier temps, nous présenterons le contexte et les événements au départ de cette crise, pour ensuite analyser les vulnérabilités qui en ressortent, aussi bien du côté des habitants que des acteurs institutionnels. Dans un second temps, il s'agira, à l'aide d'un outil frise chronologique systémique, de mettre en exergue les modes de résiliences initiées par ces acteurs et les problèmes engendrés par une gestion particulière – technico administrative – de la crise.

## **1 La crise du Chambon : un évènement inédit sur un territoire de confins**

### **1.1. Un territoire reculé**

Au sein du territoire des Hautes-Alpes, la Vallée de la Haute Romanche comprend notamment les villes de La Grave, Villar d'Arêne, et de Monétiers les bains. Ce territoire était auparavant défini comme Canton de la Grave, et appartient géographiquement et historiquement à l'Oisans, bien qu'il fasse partie du SCOT Briançonnais. Ce changement d'appellation le lie au Briançonnais.

Il faut ajouter à cela la position géographique du territoire, pris entre la région Rhône Alpes et PACA, et entre le département de l'Isère et des hautes Alpes. On se trouve donc en présence d'un territoire assez mal défini et quelque peu désorienté quant à son appartenance historique, géographique et politique. Ce flou autour de l'appartenance administrative du territoire est un

élément important de l'enquête et pose, on va le voir, quelques problèmes aux habitants et acteurs politiques.

Le tourisme est le moteur principal de l'économie du territoire : Selon **le schéma 1**, pas loin du quart des établissements de Haute-Romanche sont des activités d'hébergement et/ ou restauration en représentant 23%. Le second secteur d'activité est l'administration publique. On a donc une offre touristique très forte sur le territoire, plus forte que sur le reste du CC briançonnais. Selon l'étude, sur 43 activités commerciales sur La Grave, hors hébergement touristique, chambres d'hôtes, gîtes et résidences touristiques, il existe 23 café hotels Restaurants, soit plus de la moitié des commerces de Haute-Romanche.

## **1.2. Le moment de l'aléa**

Le 10 avril 2015, suite à la détection de fissures, interprétées comme des menaces d'effondrement, la décision est prise de **fermeture de l'accès au tunnel du Chambon**. Le tunnel est situé sur une route départementale fortement fréquentée et dans un premier temps il est difficile d'envisager que la coupure de l'accès puisse durer. La fermeture du tunnel coupe l'accès pour les habitants à l'Isère, et oblige un détour par la montagne et col du Lotaret.

Le glissement du pan de montagne dans le barrage du Chambon est « programmé » pour le 4 juillet par les experts géologues missionnés. Le glissement de terrain est étroitement surveillé, et la scénographie de l'évènement s'organise. Le jour J le public vient voir l'évènement, et un hélicoptère dépose les officiels face à la montagne pour assister au spectacle. Le glissement ne se produira pas comme attendu ce jour-là, mais dans les jours qui suivront et ne sera pas aussi spectaculaire que prévu.

La situation revêt un caractère inédit : la perspective de l'évènement catastrophe, objet des premières interventions pour prévenir le risque, justifiant ainsi la fermeture du tunnel a entraîné ici des conséquences fonctionnelles sur le territoire.

Diverses solutions seront mises en place par les pouvoirs publics, pour permettre aux habitants d'aller de l'autre côté du lac (vers l'Isère) : des solutions temporaires relativement inconfortables.

Après une présentation du projet de piste de secours en rive gauche, la route de secours ouvre le 27 novembre 2015

Celle-ci qui est finalement construite sur l'autre rive du lac à partir d'une piste forestière ne permet pas d'absorber le trafic d'accès aux stations, d'autant qu'une partie est à voie unique. Elle ne peut de plus être empruntée par les poids lourds et les autocars. Il s'agit en fait d'une route d'intérêt local dont les services du conseil départemental de l'Isère souhaitent limiter l'usage.

C'est à la finalisation de cette route de secours que nous sommes arrivés sur le territoire et nous suivons les habitants depuis lors.

Quelles conséquences tout ça a eues pour les habitants, mais aussi pour les institutions ? Et que nous dit cette crise, qu'est ce qu'elle a déclenché en termes de trajectoires adaptatives et de résiliences ?

### **1.3. Méthodologie adoptée pour l'étude**

Ce travail pluridisciplinaire se base sur plusieurs matériaux de terrain :

- 40 entretiens, semi-directifs, menés avec les habitants de ces deux communes, mais aussi avec des élus locaux et des acteurs institutionnels, professionnels, ayant eu un rôle dans le processus de résolution de la crise.
- Des entretiens collectifs, collaboratifs, visant à explorer la pluralité des acteurs du territoire ont aussi eu lieu. Nos analyses reposeront également sur l'animation de réunions avec les habitants, qui ont permis de saisir les effets ressentis et les perspectives pour le territoire, des séances de restitution aux acteurs visant à tester et à enrichir les hypothèses forgées à partir de l'enquête de terrain
- Une Étude économique prospective du territoire de la Haute-Romanche, réalisée pour la Chambre de Commerce et d'Industrie Hautes-Alpes par un cabinet de consultants Cibles & Stratégies, en mai 2016. Une étude qui revient notamment sur le profil économique du territoire, qui se base sur une enquête auprès des commerçants et artisans/ acteurs économiques de Haute-Romanche, et qui décrit les enjeux futurs et des pistes d'amélioration.
- Les résultats d'une courte enquête par questionnaire « La crise du Chambon et l'emploi », réalisée par le collectif du Chambon courant mars 2016, portant un regard sur les conditions de travail / d'emploi des habitants de Villar d'Arène et de la Grave depuis la fermeture du tunnel puis la réouverture de la « route de secours ». 164 personnes ont répondu à cette enquête.
- Une enquête publique réalisée en prévision de l'ouverture de la « route de secours », où les habitants ont eu l'occasion de décrire, au travers de questions ouvertes, leurs ressentis et les pertes subies suite à la coupure de la route et d'exprimer leurs besoins de déplacement.

- Ce travail est indissociable d'observations menées au cours de quatre semaines d'immersion ethnographique sur le terrain, réparties sur l'année 2016. Enfin, la constitution d'un panel d'acteurs est en cours pour un suivi dans la durée de leur trajectoire adaptative.

#### **1.4. Vulnérabilités et crises : comment le territoire est impacté par l'Aléa**

Nous parlons ici principalement de vulnérabilité sociale, c'est-à-dire un processus d'affaiblissement vécu par les habitants dans la vie quotidienne, sur le mode de la perte de ressources – financières, symboliques, relationnelles –, de la neutralisation de capacités – lorsque les conditions ne sont plus réunies pour le maintien d'une routine ordinaire –, et que l'on assiste à la désorganisation de l'expérience quotidienne jusqu'à affecter la sécurité ontologique des individus, qui perdent confiance dans la continuité du monde et de leur être.

La fermeture de la route reconfigure les liens qui structuraient le rapport des habitants au territoire: il passe alors d'une situation privilégiée de passage, d'un lieu de vie choisi pour la qualité de son environnement naturel et social, à une situation vécue comme un bout du monde, où les modalités de déplacements vers l'Isère sont compliqués, où la tranquillité revendiquée se transforme en sentiment de solitude, où les montagnes environnantes sont synonymes d'enclavement, et où l'entre-deux institutionnel du territoire est soudain vécu comme un facteur d'inertie dans la capacité des pouvoirs publics à apporter des réponses aux difficultés qu'ils (donc les habitants) rencontrent au quotidien.

#### **1.5. Impact de la crise sur les habitants**

Notre enquête a fait apparaître que la fermeture de la route s'est accompagnée d'une fragilisation de l'autonomie de certaines personnes, de leur identité, de leur existence et de leur inclusion sociale.

**Premier point**, on constate ainsi un éloignement des services de santé et des professionnels qualifiés de la santé : médecin le plus proche à La Grave, ce qui fait loin pour les habitants de Villar. Et les hôpitaux et spécialistes sont sur Grenoble, dans le centre hospitalier à laquelle la plupart des habitants sont par ailleurs rattachés. Le sentiment de service public est rompu, et donc d'un territoire reclus et éloigné. Cette mise à distance vis-à-vis des services de santé est ainsi vécue comme une double vulnérabilité pour certains habitants.

**Deuxième point**, la coupure de la RD 1091 entre Grenoble et Briançon rend de fait, impossible pour des salariés de se rendre au travail durant la semaine totale de coupure. La navette lacustre, puis la solution de l'hélicoptère leur ont permis de reprendre une activité, à un certain prix :

*« Il fallait 45 minutes de marche. Il fallait oublier le sac à main et prendre le sac à dos, avec une paire de chaussures de rechange pour le boulot. Même avec le bateau : on avait l'impression d'être des migrants, dans des embarcations qui n'étaient pas prévues pour. »* (Répondante, Villar)

S'ajoutent à cela toutes les dépenses pour louer une voiture de l'autre côté du lac, voire pour se loger temporairement. *« Moi ça m'a coûté une fortune cette histoire, en frais de garde, en voiture, car il en a fallu une de l'autre côté »* (Répondante, Salariée à Bourg d'Oisan).

Selon l'étude faite par le collectif sur les conditions de travail, 94% des répondants au questionnaire du collectif estiment être impactés dans leur vie professionnelle par la fermeture du tunnel, 35,4% d'entre eux estiment avoir dû subir des modifications des contrats de travail et une diminution du temps de travail. Pour certains, la coupure de la route s'est traduite par la perte pure et simple d'un emploi :

*« perdu travail dans une supérette, fait un mois dans un hôtel et je me retrouve au chômage ».* (Répondant, La Grave)

**Troisième point**, cette coupure a entraîné un allongement net des temps de trajets, conduisant à toucher de près la question familiale et sociale. L'ajout d'un coût et d'un gros temps de trajet a un impact direct sur la vie sociale et familiale des habitants. L'ajout d'une heure de trajet voire plus réduit en effet à la fois les visites hors du territoire, mais aussi l'arrivée d'autres membres de la famille pour un week-end par exemple. En effet, les trajets et les contraintes horaires s'ajoutent au travail et diminuent toujours plus le temps familial (Tremblay et Dagenais, 2002) :

*« Rendre visite à ma mère : long, énervant, fatigant, cher. J'ai une sœur de 10 ans que j'ai vue 2 fois en 3 mois »* (Répondant, Les Alpagnes/ Les deux Alpes). *« pas de possibilité de recevoir enfants et petits enfants »* (Répondante, La Grave), *« baisse des visites familiales. Ayant de la famille hospitalisée à Grenoble, les voyages par le col du Galibier sont très fatigants et coûteux »* (Couple de répondant, la Grave).

Ainsi, les kilomètres supplémentaires, sources de fatigue, de coûts voire de stress, ont un impact direct sur les visites familiales et donc sur la socialisation des habitants. Certains évoquent directement un « éloignement familial » durant la période de la coupure de la route. Encore une fois, cette vulnérabilité sociale, familiale, est difficilement quantifiable et perceptible autrement que par l'analyse des récits de vie des habitants. Ces conséquences se rapprochent cependant des analyses récemment produites sur le temps social perdu par les travailleurs du dimanche (Boulin et Lesnard, 2016). La coupure de la route empêche ici les habitants de profiter, d'accéder aux « temps synchronisateurs » en famille, voire entre amis.

## 1.6. Un affaiblissement des acteurs institutionnels

Ce moment de crise a également impacté les institutions du territoire et leurs acteurs. Si, comme nous allons le voir dans la seconde partie, les institutions du territoire ont immédiatement pris en main le problème et œuvré à sa résolution, les institutions locales, via les élus locaux, se sont retrouvées dans une position incertaine. Les maires se retrouvent en effet dans une position particulièrement délicate. Directement au contact de la population tout en représentant l'institution, les élus de la Grave et de Villar d'Arène n'ont pas réellement de prises sur de potentielles résolutions et une mise en œuvre de solutions et ne sont pas plus informés que la population sur le déroulement des travaux. Ils s'estiment démunis face aux citoyens, et par rapport aux institutions qui gèrent le dossier : une certaine impuissance qui se retrouve dans la formule d'un des interrogés « il faut baisser les épaules et attendre que ça passe ». Tout comme le maire de la Grave qui déclare :

*« L'élu local que je suis se sent bien impuissant devant les inerties administratives, les responsabilités croisées et les compétences définies en prés carrés que personne ne veut perdre.*

»<sup>1</sup> (Interview pour le Journal des Hautes-Alpes, 03.07.15).

Si cette situation de crise, de forme exceptionnelle (pas de blessés ni de mort), montre l'inadéquation des réponses pré pensées habituelles par l'action publique, elle met également en avant la manière dont des élus se retrouvent en position d'acteurs faibles par rapport à une situation-problème, dont ils n'ont pas la maîtrise ni les clés de résolution. Tout comme les habitants, ils doivent s'en remettre à d'autres *acteurs éminents*<sup>2</sup>. Il y a également un

---

<sup>1</sup> <http://www.lemedia05.com/2015/24197/tunnel-du-chambon-le-desespoir-du-maire-de-la-grave-face-au-sentiment-dabandon/>

<sup>2</sup> i.e faisant partie des arènes de décision dans la situation/ sur le territoire.

affaiblissement de la légitimité institutionnelle sur le territoire : c'est à partir de cet évènement déclencheur que les habitants vont se désintéresser, rentrer en conflit avec les pouvoirs publics : tous deux dans un état de résilience qui vont s'entrechoquer au cours de tentatives de résolution de la crise.

L'aléa a caractère exceptionnel a donc déclenché une crise et entraîné de multiples vulnérabilités sur le territoire. Cependant, acteurs ordinaires comme acteurs institutionnels ne vont pas rester sans rien faire et vont organiser des formes de résilience.

## **2 Résilience et gestion de la crise**

### **2.1. Les solutions institutionnelles mises en place progressivement**

Du côté des pouvoirs publics, la réaction se fait relativement tôt. Une dizaine de jours après la coupure, les institutions territoriales organisent une gouvernance qui va devoir mettre en place des solutions d'urgence (alors notamment des navettes lacustres qui vont permettre aux habitants de contourner le tunnel par le lac pour se rendre en Isère ou la mise en place de permanences par la CCI 05 pour accompagner les entreprises face aux difficultés économiques rencontrées suite à l'interruption du flux touristique ou à l'impossibilité de se rendre sur son lieu de travail), solutions d'urgence qui doivent permettre de palier aux difficultés à mettre en œuvre des solutions à long terme (avec notamment les échecs à sécuriser le tunnel malgré la mobilisation de techniques inédites et coûteuses).

Les navettes seront remplacées par un hélicoptère durant la semaine d'incertitudes sur la date du glissement de terrain, qui met en danger le lac. Mais la solution est trop coûteuse pour durer, et les navettes seront remises en marche ensuite. Les acteurs institutionnels mettront fin à cette période d'incertitudes par la décision de construire une route de secours. Cette route ouvrira 8 mois plus tard et doit permettre un retour à la normale, avec un retour des flux touristiques. L'ouverture de la route de secours va marquer le point d'orgue des réactions des institutions, estimant que le territoire est ici quasiment en retour à la normale.

En parallèle, le tunnel continue d'être creusé pour une réouverture plus tardive. La route a ainsi absorbé une grande partie des ressources des territoires concernés, et a cristallisé beaucoup d'attentes tant du côté des habitants que des acteurs institutionnels. Ces solutions ont été prises en concertation, entre élus et professionnels mobilisés. Les experts géologues n'étaient pas d'accord entre eux, mais le temps d'urgence les a obligés à prendre des décisions, à statuer rapidement.



Ces solutions sont à la base d'une résilience territoriale, pour que le territoire puisse continuer de fonctionner, malgré l'aléa.

## **2.2. Une résilience territoriale qui s'est élaborée en réaction de la crise**

Le concept de résilience a pris toute son importance dans le domaine de recherche sur les catastrophes naturelles (construites/produites par les évolutions anthropiques) (Djament-Tran et Reghezza-Zitt, 2012), notamment à l'analyse des conséquences de l'ouragan Katrina (Quenault, 2013). Consacrée par le Cadre d'action de Hyogo adopté par 168 états, dans le cadre de l'UNISDR (United Nations International Strategy for Disaster Reduction), cette notion va connaître de multiples définitions et spécifications (Paton et Johnson, 2001 ; Paton, 2008), dans différentes disciplines.

Compte tenu du foisonnement d'acceptations de la notion pluridisciplinaire de résilience (de Bruijne et al., 2010), nous retiendrons ici 3 niveaux de résilience. Nous avons ainsi décelé, aussi bien dans les discours que les pratiques, une forme de résilience au niveau individuel, où les acteurs absorbent les chocs pour maintenir des fonctions clés de leur quotidien (Timmerman, 1981 ; Walker et al., 2004) au travers de la crise. Une forme de résilience plus collective, où les acteurs mettent en œuvre tous les moyens afin de rebondir pour avancer (Tisseron, 2009), et dépasser leurs vulnérabilités – et leurs effets-. Enfin, une troisième forme de résilience au niveau du territoire – des acteurs institutionnels qui en ont la charge – apparaît dans les discours, avec une manière d'afficher en positif les effets négatifs du processus de vulnérabilité.

### **2.2.1 Résilience individuelle : résister au quotidien**

Pour retrouver les conditions de leur agir, les habitants vont, non pas élaborer des stratégies (Certeau, 1990), mais vont « tenir bon », être inventifs pour assurer une continuité dans le sentier de la vie quotidienne et pour leur sécurité ontologique. Ils vont ainsi être résilients dans le sens où ils absorbent les chocs pour maintenir les fonctions clés de ce qui constitue leur quotidien.

Ainsi, la gérante du bar-tabac locale, ne pouvant plus se faire livrer de journaux via ses fournisseurs habituels, a dû faire preuve de créativité et a mobilisé son réseau pour amener le

minimum de journaux pour les habitants. Cette gérante dépasse ainsi les disparités, les tensions qui émergent de l'évènement, non par la lutte et la revendication, mais par une intégration souple à l'ordre – mouvant – des choses.

Ce type de bricolage individuel s'accompagne de tout un ensemble de solidarités, sur lesquelles chaque habitant va s'appuyer pour maintenir la cohérence de son quotidien. Ce qu'une répondante appelle par ailleurs le système D, c'est-à-dire une organisation, une débrouille entre habitants, au jour le jour :

*« Si aujourd'hui, on est tous arrivés à tenir a minima, c'est grâce au système D et parce que tout le monde a été super dispo. Plusieurs matins dans l'été, le petit était à la nounou à 06h30, jusqu'à 06h30, 07h le soir... Système D, si on n'avait pas eu ça, on aurait tous été ramassés à la pelle. J'ai descendu des gens, j'ai prêté des voitures, j'ai descendu du monde. J'ai remonté les lunettes de plein de gens de chez l'opticien. »* (Répondante, salariée à Bourg d'Oisans).

Dans les jours qui suivent la coupure des navettes lacustres, les navetteurs qui doivent se rendre de l'autre côté de la vallée n'ont pas d'autres solutions que de gravir la montagne par le chemin des Aymes : ils mettent alors tout en œuvre pour partir plus tôt, prennent une tenue de rechange, etc.

### **2.2.2 Résilience collective : rebondir pour avancer**

Dès les premières semaines de la coupure de la route, un collectif d'habitant s'est créé, pour revendiquer le droit à vivre sur ce territoire tout en ayant un accès à « l'extérieur ».

Au-delà de l'aspect revendication et contestation, le collectif est un lieu d'échanges pour les habitants. Pris dans des problématiques spécifiques, mais similaires, il crée un cadre de partage d'expérience et d'impulsions d'un système d'entraide. Le site internet, né dans les mois qui suivent, et notamment son forum (début juin), regroupe à la fois les actions et documents produits par le collectif, mais aussi des conseils pratiques – pour défendre ses droits face aux assurances par exemple, ou pour les dossiers d'indemnisation -, des informations sur l'état d'avancement des décisions et des travaux pour la route de secours. Un onglet « suivi des chantiers » permet même de suivre l'historique de la crise, avec des communiqués de presse, des résumés, etc.

Il s'agit ici véritablement de « rebondir pour avancer après la perturbation » (Tisseron, 2009), c'est-à-dire de faire avec la situation de crise, tout en mettant les moyens en œuvre afin de la dépasser.

### **2.2.3 Résilience institutionnelle**

Les élus locaux et les institutions organisent également une certaine forme de résilience sur le territoire. D'un côté, les élus locaux, notamment de La Grave et de Villar d'Arène, ont démarré une coopération et un travail collectif :

*« On essaie de travailler ensemble (avec les communes alentours). Il y a toujours, automatiquement des blocages, autrement, s'il n'y avait pas de blocages, les regroupements de communes seraient déjà effectifs et les départements seraient réduits, etc. on se rend compte en comparant avec le reste de l'Europe que le système politique est une carrière, donc automatiquement il y a des réticences aux changements »* (Élu, Villar d'Arène).

La coopération entre Monestier-les Bains et Villar d'Arène est aussi mise en avant, avec un évènement international organisé à Villar d'Arène en 2015 plutôt qu'à Monestier pour faire connaître le village aux habitués de l'évènement. Ainsi, cette résilience institutionnelle en Haute-Romanche, s'incarne dans les discours et dans les volontés de transformation du territoire. Les communes de Villar d'Arène et La Grave étant relativement isolées, les élus locaux mettent l'accent sur le calme, la nature, comme offre touristique particulière.

Ils transforment ainsi la vulnérabilité du territoire, son isolement, en point positif, pour une offre touristique particulière, de gens qui viennent chercher le calme, la montagne, et des activités sportives simples<sup>3</sup>. Au travers d'une critique de la modernité, cet élu met l'accent sur ce qu'il appelle une vie « normale ».

Cette résilience institutionnelle est aussi nourrie par les conseils départementaux, qui ont non seulement convoqué une pluralité d'acteurs et de techniciens sur cette crise et sa résolution, mais aussi investit une somme considérable notamment dans la route de secours.

Nous aurions ainsi une résilience qui a généré des capacités à faire face à l'aléa (i.e à ses conséquences), et de capacité de réponse du système dans l'après-crise (Quenault & Woloszyn, 2013). C'est donc une résilience territoriale qui se construit durant cette période de crise. Si ces premières formes de résiliences sont apparues, les trajectoires d'adaptation ne sont pas de fait

---

<sup>3</sup> A l'opposé des sports de montagnes comme le ski, où le calme est rarement au rendez-vous.

au rendez-vous, au vu de différents facteurs que nous allons voir ici, notamment la gestion et les solutions mises en place par les pouvoirs publics.

### **2.3. La prise en compte des habitants**

De leur côté, les habitants ne sont pas, ou très peu, informés de ces avancés et restent dans une situation d'incertitude. Ce manque d'information reste le principal problème décelé par les habitants, et points de tension. Ils ont été, pendant quelques mois, dans l'attente de solutions de la part de pouvoirs publics, mais sans réponse : le collectif a permis de structurer les demandes et les revendications de réponses. Ils ont ainsi assisté à des réunions d'information, pour pallier ce manque.

Il faut dire que cette crise prend place sur leur territoire de vie, et que les temporalités sont donc totalement discordantes. Si l'institution agit dans un temps d'urgence, rapidement selon ses termes, les choses bougent lentement pour les habitants,

Les habitants mettent en avant, dans le questionnaire, le « manque d'information – on est pris pour des imbéciles », ce dont le collectif du Chambon se fait aussi l'écho :

*« La communication par voie de presse est calamiteuse dans ce dossier et blesse les personnes impactées abasourdies qui ont l'impression de ne jamais être écoutées ni entendues : nous apprenons notre avenir dans le journal ! »* (Communiqué Collectif du Chambon, Mise à jour du 05.07.2015).

On observe donc une discordance entre les deux temporalités qui montre à voir une prise en charge de l'action par les acteurs institutionnels extérieurs au territoire, alors que le territoire perturbé semble se figer. Les habitants se retrouvent face à des problèmes du quotidien : déplacements amputés, obligation de location de voiture de l'autre côté, ...

Ces expériences vécues ne sont pas prises en compte par les institutions, tant dans la gestion de la crise, qu'après sa potentielle résolution. Rien ne vient rassurer les habitants, autant pour leur mobilité, que concernant le tourisme et l'avenir du territoire.

Il n'y a pas de cogestion de la crise et tout semble se passer à distance. La prise en charge de l'action par les pouvoirs publics ne se traduit pas par une mise en capacité de la population à

élaborer des réponses et des projections et la dynamique du territoire Haute-Romanche semble se figer.

Cela illustre par ailleurs l'incapacité des pouvoirs publics à avoir prise sur le vécu quotidien du territoire dans une période qui est pour eux, celle de la déstabilisation et de l'incertitude.

Enfin l'ouverture du tunnel de dérivation fait entrer le territoire vécu dans une nouvelle séquence « de reconstruction » où l'ensemble des liens longs vers l'Isère et donc le flux touristique vont pouvoir être rétablis.

#### **2.4. Une véritable défiance des habitants vis-à-vis de leurs institutions**

Les incertitudes engendrées par cette crise, jouant sur le quotidien des habitants, ont donc entraîné une défiance progressive vis-à-vis des élus. Un élu local décrit ainsi les difficultés et les incompréhensions liées à ces problèmes de communication :

*« Pour beaucoup, ils ne travaillaient pas, leurs commerces étaient fermés, donc ce n'était pas gênant, la saison d'été, ça commence le 5 juillet, donc on avait le temps... Mais quand on a commencé à dire aux gens, non ce n'est pas le 5 juillet que ça va ouvrir, mais peut-être le 20, là les gens ont commencé à avoir peur (...). Ce qui a posé problème c'est l'ignorance, et le fait que personne n'ait pris en charge le dossier avec un pilote...toutes les solutions proposées n'ont pas été respectées » (Élu, Haute-Romanche).*

Au-delà de la défiance vis-à-vis des pouvoirs publics, la population locale remet en cause le constat des experts, ainsi que leurs conclusions. Dans une société où la technique est aujourd'hui dominante et les progrès technologiques en constante évolution, il leur paraît difficile d'imaginer qu'il soit impossible de trouver une solution à ce problème de glissement de terrain. Ainsi, cette défiance dans les discours glisse peu à peu vers le manque de participation et de concertation pour ces solutions :

*« On n'est pas plus malin qu'eux, mais on connaît le territoire. On veut leur donner des informations pour qu'ils regardent autre chose que leurs idées de techniciens... (...)On ne veut pas leur apprendre leur boulot, mais s'ils pouvaient juste nous considérer ça serait pas mal » (Répondante, Villar d'Arène).*

Si l'expertise et le problème du tunnel ne sont pas encore une controverse – au sens sociologique du terme (Barthe et Borraz, 2011) – elle entraîne tout de même une contestation dans le discours des habitants. La critique rejoint ici les problématiques de démocratie participative, et de concertation avec une non-prise en compte des habitants dans les processus de décision sur le territoire, voire un « travail sans autrui » (Laforgue, 2009).

La route de secours par exemple a été construite sans aucune concertation des habitants. Ils auraient pourtant proposé l'aménagement d'une deuxième voie en surplomb, largement faisable selon eux.

La défiance se retrouve également dans le fait que ces habitants remettent chaque décision des experts, et des institutions en cause. Ils ont réalisé tout un travail de recherche, de montée en expertise, pour comprendre la situation géologique du territoire, et mieux comprendre les enjeux de la construction de cette route, et les dangers.

Ces points de tension vont conduire à une frustration, et une défiance vis-à-vis des pouvoirs publics, qui s'incarnent autant dans les discours (déception, mais aussi parfois colère contre certains acteurs rencontrés). Car cette gestion technocratique qui a profondément marqué les habitants du territoire a conduit à une grande rancœur envers les experts et élus étant intervenus dans la gestion de la crise. Une rancœur qui s'incarne dans les dessins humoristiques et caricatures réalisés par un habitant, et qui ont fait récemment l'objet d'une publication sous forme d'ouvrage.

Dès lors, cette situation de conflit frontal entre institutions et habitants rend plus difficile l'élaboration d'une stratégie d'adaptation répondant à l'injonction en faveur d'une construction projective. La frise, en **annexe**, montre bien la complexité des événements et des tensions entre habitants et institutions, notamment au regard des situations telles qu'elles ont été vécues.

Cette gestion n'a finalement fait qu'amplifier les effets de la crise, en ajoutant une crise de représentation démocratique, à la crise économique et sociale que traversait le territoire. Ici, la trajectoire d'adaptation n'a pas résulté mécaniquement d'un retour à l'équilibre post-crise : cette trajectoire se doit d'être construite et réfléchi, avec tous les acteurs du territoire.

## **Conclusion**

La crise souligne l'importance de l'axe de communication principal du territoire (de la route), mais souligne aussi la fragilité de ce territoire de Haute Montagne, et de ses institutions.

Aujourd'hui, la route est de nouveau ouverte, de manière ponctuelle, et fonctionne en alternance avec la route de secours. On ne sait pas encore quelles conséquences cela va avoir pour le territoire, et si le tourisme va revenir à son niveau d'avant crise. Après avoir rencontré les acteurs récemment, on constate un retour aux anciennes habitudes (tant du côté des habitants que des institutions) : les projections en avant ont été laissées de côté pour l'instant. Les acteurs du tourisme se concentrent sur les flux touristiques et les saisons à venir, et rien ne vient informer d'un changement de politique économique du territoire. Les habitants sont encore très remontés contre les institutions locales, et restent bloqués sur ces points de non-participation et de non-information. S'il y a bien eu une première étape de résilience, les trajectoires d'adaptations n'ont pas été suivies.

En effet, la résilience sous-tend également la capacité de réponse du système dans l'après-crise, impliquant que le système soit capable de récupérer, de se reconstruire, non pas de manière identique, mais en adaptant ses structures et fonctions essentielles, pour éviter les futurs aléas et crises. Or cette résilience proactive, ou dynamique (Dovers et Handmer, 1992) est ici absente : il n'y a pas d'adaptation planifiée ou anticipée face à des aléas futurs. Il y a en revanche une crainte de ces aléas futurs : si les habitants et les acteurs en retirent une expérience, et se disent prêts pour cette éventualité, certains avouent qu'une seconde crise les ferait abandonner le territoire.

L'échec de la construction de ces capacités adaptatives, de passer d'un premier état au second de la résilience, on l'a vu, tient en plusieurs points :

- Dyssynchronie entre institutions et habitants
- Incompréhension entre les deux
- Volonté des habitants de revenir à une situation de départ, revenir à une stabilité du quotidien.
- Une multiplicité de résiliences fortes, mais peu coordonnées

Cette étude de cas montre bien donc comment un système peut entrer en vulnérabilité suite à un aléa, à caractère exceptionnel, enclencher une phase de résilience, mais échouer ensuite à s'adapter au temps présent et pour les crises futures. Une meilleure coordination et coopération entre institutions et habitants aurait été nécessaire pour redéfinir le territoire (notamment sous son aspect économique) et penser l'avenir.

## Bibliographie indicative

- BARLET M., COLDEFY M., COLLIN C., LUCAS-GABRIELLI V., (2012), L'accessibilité aux médecins généralistes libéraux : plus faible en milieu rural, *Pour*, 214, p. 29-40.
- BARTHE Y., BORRAZ O., (2011), Les controverses sociotechniques au prisme du Parlement, *Quaderni*, n° 75, 2, p. 63-71.
- BOULIN J.-Y., LESNARD L., (2016), Travail dominical, usages du temps et vie sociale et familiale : une analyse à partir de l'enquête Emploi du temps, *Economie et statistique*, 486-487, p. 149-182.
- CASTEL R., (2013), *La Montée des incertitudes*, Seuil (Sciences Humaines), 464 p.
- CHATEL, V., SOULET, M.-H. (dirs.), (2003), *Agir en situation de vulnérabilité*, Sainte-Foy, Québec, Canada, Presses de l'université Laval, 214 p.
- CRUNEL B., FRAU C., (2014), Devenir chômeur, *Sociologies pratiques*, 28, p. 75-85.
- DAUPHINE A., PROVITOLLO D., (2013), Risques et catastrophes : Observer, spatialiser, comprendre, gérer. Armand Colin, 416p.
- DE CERTEAU M., (1990), *L'invention du quotidien, tome 1 : Arts de faire*, Nouv. éd., Paris, Gallimard, 347 p.
- DE BRUIJNE M., BOIN, A., VAN EETEN M., (2010), The rise of resilience. In Comfort L.K., Boin A., Demchak C, (eds), *Designing Resilience. Preparing for Extreme Events*. Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, p. 13-32.
- DEBOULET, A., NEZ, H. (dirs.), (2013), *Savoirs citoyens et démocratie urbaine*, Rennes, France, Presses universitaires de Rennes, 137 p.
- DOVERS S.R., HANDMER, J.W., (1992), Uncertainty, sustainability and change. *Global Environmental Change*, vol. 2, n° 4, p. 262-276.
- LAFORGUE D., (2009), Pour une sociologie des institutions publiques contemporaines - Pluralité, hybridation et fragmentation du travail institutionnel, *Socio-logos. Revue de l'association française de sociologie [En ligne]*, 4 Varia.
- PERETTI-WATEL P., (2003), *Sociologie du risque*, Paris, France, A. Colin, 286 p.
- QUENAULT B., (2013), Retour critique sur la mobilisation du concept de résilience en lien avec l'adaptation des systèmes urbains au changement climatique, *EchoGéo [En ligne]*, 24.
- QUENAULT B. (coord.), BERTRAND F., BLOND N., GLATRON S., PIGEON P., PEYRACHE-GADEAU V., ROCHER, L., (2011), Vulnérabilité et résilience au changement climatique en milieu urbain : vers des stratégies de développement urbain durable ?, Projet de recherche PIRVE 20-2051, Programme Interdisciplinaire Ville Environnement (MEDDAT, CNRS), Maison des Sciences de l'Homme de Bretagne (MSHB), juin, 203 p.
- SAINSAULIEU R., (1988), *L'identité au travail*, 3ème éd, Paris, Les Presses de Sciences Po, 480 p.
- TIMMERMAN, P., (1981), Vulnerability, resilience and the collapse of society: a review of models and possible climatic applications, *Environmental Monograph no. 1*, Institute for Environmental Studies, University of Toronto, Toronto, 40 p.
- TISSERON S., (2009). *La résilience. Que sais-je*, Paris, PUF, 3e édition, 128 p.
- TRANCART D., GEORGES N., MEDA D., (2010), Horaires de travail des couples, satisfaction et conciliation entre vie professionnelle et vie familiale, in PAILHE A., SOLAZ A., *Entre famille et travail*, La Découverte, 13 p.
- TREMBLAY D.-G., DAGENAIS L.F., (2002), *Ruptures, Segmentations et Mutations du Marché du Travail*, PUQ, 318 p.



WALKER B., HOLLING C.S., CARPENTER S.R., KINZIG A., (2004), Resilience, adaptability and transformability in socio-ecological systems. Ecology and Society, vol. 9, n° 2, art. 5. <http://www.ecologyandsociety.org/vol9/iss2/art5/>

# Annexe : Frise chronosystémique

